

Grand débat national : mais où est donc passée la culture ?

La culture ne figure pas dans les revendications des gilets jaunes. A ce stade, elle n'apparaît pas non plus dans le grand débat national engagé le 15 janvier. De leur côté, artistes et acteurs culturels se taisent. Pourtant, la culture est présente en filigrane dans les secousses qui traversent actuellement la France.

A première vue, la culture semble absente des ronds-points. Pas de revendications relatives à l'accès aux équipements, rien sur les tarifs, rien sur l'aménagement culturel du territoire...

Quant au grand débat national lancé le 15 janvier, il n'a pas, du moins à ce stade, fait de place aux politiques culturelles. Le mot « culture » n'apparaît qu'une fois dans la lettre du président de la République aux Français, au registre des services publics financés par l'impôt.

Face à ce vide, artistes et acteurs culturels (collectivités et élus à la culture compris) restent eux aussi muets, alors qu'ils sont souvent prompts à prendre la parole lors de grands événements, pour rappeler le rôle de la culture, comme ce fut le cas, par exemple, lors des attentats parisiens de 2015 et au lendemain de celui de Nice en juillet 2016.

1 – Pourquoi la culture est-elle absente des ronds-points ?

« Une première explication tient au phénomène du 'ce n'est pas pour moi'. Un constat inquiétant, qui nous renvoie à l'insuffisance des politiques en faveur de l'accès à la culture et à la nécessité de mener des actions en dehors des institutions culturelles, pour que les gens se sentent acteurs de la culture, avance Marie-Claire Martel, présidente de la Coordination des fédérations et associations de la culture et de la communication (Cofac). Une deuxième explication est que le manque de culture ne produit pas les mêmes effets sensibles que le manque d'argent. C'est beaucoup plus soumois. »

François Pouthier, professeur associé à l'Université Bordeaux-Montaigne, souligne par ailleurs les ratés de politiques culturelles trop segmentées. « Entre les politiques 'tout public' et celles qui ciblent les personnes relevant des dispositifs sociaux, il existe une population invisible qui, ayant un travail et des loisirs, n'est pas prise en compte par les politiques culturelles. »

Pour Emmanuel Négrier, politologue et directeur de recherche au CNRS-Université de Montpellier, l'absence de la culture sur les ronds-points n'a rien d'étonnant, car « les gilets jaunes se situent dans des territoires où la question culturelle constitue

symboliquement un élément distinctif qu'ils associent aux villes. »

Cette perception binaire ville-campagne « nous renvoie l'image d'un aménagement du territoire incomplet et à la cartographie du ministère de la Culture, avec ses fameuses « zones blanches », explique François Pouthier. Or la culture peut être vivante dans des petites collectivités, et il existe mille et une manières de vivre la culture, qui ne passent pas forcément par des institutions. »

Quant aux élus, ils reconnaissent l'absence d'écoute prêtée aux aspirations des habitants, carence que la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC) fait remonter à plusieurs années déjà : « l'actuel contexte de tension sociale entre fortement en écho avec ce que la FNCC écrivait déjà en janvier 2013 dans son document d'orientation politique : nous avons mené jusqu'ici une politique qui donne beaucoup mais écoute peu, nous a indiqué le bureau de la fédération. Une politique qui oublie que chacun est aussi porteur d'une culture propre, d'une identité singulière. »

De surcroît, observe Emmanuel Négrier, « les gilets jaunes sont dans une rhétorique, d'opposition à une situation. Revendiquer la culture, au contraire, suppose un discours positif, un projet. »

2 – Les gilets jaunes sont-ils étrangers à la culture ?

« Sûrement pas ! répond Marie-Claire Martel. Tout le monde a une culture. Celle des gilets jaunes n'est sans doute pas la culture institutionnelle. Sur les ronds-points s'exprime une forte aspiration au respect de ces citoyens et de leur conception du monde. N'est-ce pas un élément-clé des droits culturels ⁽¹⁾, qui ne passent pas uniquement par les institutions ? »

Même référence aux droits culturels pour Emmanuel Négrier « On aurait pu imaginer que des revendications portent sur l'accès des classes moyennes à faibles revenus à des pratiques et des biens culturels, que les manifestants revendiquent une autre culture. Ce qui aurait conduit à parler des droits culturels. Mais si la revendication des gilets jaunes abordait la culture, ce serait plus comme marqueur de manque (de service

public) ou de mépris (des classes supérieures). »

3 – Pourquoi les acteurs culturels se taisent-ils ?

« Les artistes que j'ai rencontrés avouent leur désarroi face aux gilets jaunes, relate Emmanuel Négrier. Dans ce mouvement, ils ne voient pas matière à des interventions artistiques. » L'universitaire montpelliérain pointe une « forme de frilosité » des artistes, d'autant plus étonnante que, « du point de vue des moyens financiers, les acteurs culturels sont proches des classes moyennes à faibles revenus, même si, pour ce qui est des diplômes, ils sont proches des classes supérieures. »

Et de poursuivre : « cette double proximité sociologique pourrait en faire des médiateurs de ce mouvement. Seulement, les artistes associent rarement le périurbain à la culture. De ce fait, devant les gilets jaunes, ils se retrouvent face à une sorte d'angle mort, un espace impensé en matière de culture. En ce sens, la situation culturelle du périurbain est bien plus grave que celle du milieu rural, qui, lui, a ses pratiques culturelles. »

François Pouthier pointe aussi la faible percée des droits culturels en France. « Ils sont pourtant une des réponses possibles à la crise que traverse le pays. Mais il reste encore à les traduire sur le terrain. »

4 – Le débat national peut-il faire bouger les lignes de la culture ?

« Les gilets jaunes ont posé des questions sur la façon dont l'Etat et ses représentants construisent les politiques publiques. Sur ce sujet, la culture devrait être présente », estime François Pouthier.

Seulement, poursuit l'universitaire bordelais, « l'Etat n'a pas encore fait évoluer son approche de la culture, qu'il considère toujours comme une catégorie de l'intervention publique, financée par l'impôt, et non pas comme un enjeu de société. En revanche, un certain nombre de collectivités ont bien compris l'intérêt d'investir cette dimension de développement social de la culture. »

Pour Emmanuel Négrier, la Lettre aux Français adressée par Emmanuel Macron le 15 février, est lourde de risques potentiels pour la culture : « Elle y est présentée

comme objet de dépenses, avant de demander quelles seraient les économies prioritaires à faire pour retrouver des marges de manœuvre budgétaire. Cette approche est dangereuse, d'autant qu'elle se conjugue avec l'absence des acteurs culturels dans le débat public. C'est pourtant la légitimité de la culture qui est en jeu, sa capacité à incarner des valeurs communes, son rôle de lien social et économique dans les territoires. »

Et d'insister sur ce que les gilets jaunes vivent de positif sur les ronds-points et les liens tissés : « N'oublions pas que les gilets jaunes expérimentent la solidarité dans la joie et la fierté de tenir en respect le pouvoir. Tout cela n'est pas très éloigné de la joie que procure la culture, a fortiori quand on a peu l'habitude de la vivre. »

« L'émergence de la culture dans le grand débat est encore possible, veut croire François Pouthier. Cela peut venir d'une

mobilisation d'acteurs culturels, ou d'élus prêts à remettre en question la coconstruction des politiques. »

En tout état de cause, la FNCC aborde la phase du grand débat « unanime quant à la nécessité de prendre les gens tels qu'ils sont et non tels qu'on voudrait qu'ils soient. Un impératif d'écoute qui fait particulièrement sens du point de vue culturel. »

Hélène Girard